



## 10<sup>ÈME</sup> FORUM SUR LA GOUVERNANCE INTERNET EN AFRIQUE DE L'OUEST

— — — — —  
**THEME: " DEVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIES EMERGENTES EN  
AFRIQUE DE L'OUEST. "**

**26 – 27 JUILLET 2018, LAICO HOTEL, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO,**

— — — — —  
**COMMUNIQUE**

[VERSION ORIGINALE: FRANCAIS]

Nous, les participants à la réunion du 10<sup>ème</sup> Forum sur la Gouvernance Internet en Afrique de l'Ouest (WAIGF), tenue les 26 – 27 JUILLET 2018 à Ouagadougou, représentant les initiatives en matière de gouvernance Internet des quinze (15) pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo; avec la participation et l'appui des partenaires ci-après : Commission de la CEDEAO, ARTAO, ICANN, AFRINIC, IGFS, Internet Society, World Wide Web Foundation, Google, Facebook et ARCEP Burkina.

- Rappelant les résultats des éditions précédentes du Forum sur la Gouvernance Internet en Afrique de l'Ouest, tenues à Accra, Dakar, Lagos, Freetown, Abidjan, Abuja, Niamey et Cotonou;
- Considérant le besoin de s'approprier durablement les bénéfices d'Internet au niveau communautaire;
- Reconnaisant le besoin d'assurer la confiance des utilisateurs et du marché pour posséder durablement les avantages d'Internet au niveau communautaire;
- Désireux de bâtir, d'une part, une communauté Internet sous régionale unie, innovante, dynamique et prospère et, d'autre part, un écosystème Internet stable et sécurisé.

### 1) Informe que:

- a) La 11<sup>ème</sup> édition du Forum Ouest Africain sur la Gouvernance de l'Internet aura lieu en Gambie en 2019.
- b) La 12<sup>ème</sup> édition du Forum Ouest Africain sur la Gouvernance de l'Internet aura lieu en Sierra Leone en 2020.

## **2) Recommande;**

### **a) Gouvernance de l'Internet pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD)**

- i. Encourage les Etats membres à adopter des normes et standards pour les équipements électroniques dans le but de protéger l'environnement.
- ii. Encourage les Etats membres à promouvoir l'accès à Internet pour tous, dans le but d'atteindre les objectifs durables.

### **b) L'accès et l'infrastructure comme éléments fondamentaux de la croissance de l'économie numérique**

- i. Exhorte les États membres à rendre l'internet haut débit abordable, accessible et disponible aux utilisateurs, en particulier dans les communautés rurales. À cette fin, invite les États membres à mettre en œuvre la loi complémentaire révisée de la CEDEAO sur l'accès au service universel.
- ii. Demande aux États membres d'assurer l'itinérance internationale et nationale pour les services voix et données, conformément aux dispositions de la loi complémentaire de la CEDEAO sur l'interconnexion des réseaux et des services ainsi que la mise en œuvre à temps du règlement sur l'itinérance de la CEDEAO sur les réseaux mobiles publics.
- iii. Encourage les réseaux internationaux redondants de fibres optiques entre États membres afin d'éviter les temps d'arrêt pendant les coupures.
- iv. Encourage les États membres à s'approprier pleinement les noms de domaine de premier niveau de leur pays (ccTLD).
- v. Encourage le développement de contenus locaux afin de tirer pleinement partie des investissements dans des infrastructures telles que les points d'échange Internet (IXP)

### **c) La sécurité dans l'économie numérique**

- i. Adopter une stratégie de sécurité numérique répondant aux normes et standards qui garantissent l'usage des serveurs racines et des centres d'alerte

- ii. Exhorte les Etats membres à avoir des groupes de travail sur la cybersécurité et à l'instauration d'une Journée de Cybersécurité pour sensibiliser les parties prenantes.
- iii. Exhorte la commission de la CEDEAO à continuer son rôle de leadership et identifier un champion au plus haut niveau politique pour la promotion de la cybersécurité.

**d) Internet des objets et technologie Blockchain**

- i. Exhorte les États membres à renforcer les capacités sur Internet des objets pour toutes les parties prenantes.
- ii. Adapter dans les institutions de formation les cursus de formation en TIC, en prenant en compte les technologies émergentes.
- iii. Encourager la recherche sur la vulnérabilité des systèmes, la sécurité et les bases de données.
- iv. Développer un cadre politique sur la technologie blockchain qui ne découragera pas l'innovation.

Exprimons notre gratitude au Peuple et au Gouvernement Burkinabè pour avoir abrité cette 10<sup>ème</sup> édition.

Ouagadougou le 27 juillet 2018

WAIGF 2018

---